Négatif

Bulletin irrégulier – 12 novembre 2003 – n°1

Rifici à Saint-Denis

De la contestation subventionnée à la contestation payante

Le F.S.E., c'est bien.

C'est comme la télévision, il n'y a rien à voir, rien à entendre, et on paye la redevance.

Et c'est normal ! Quand le spectacle s'affiche, quelle qu'en soit la qualité, il faut cracher au bassinet.

Le F.S.E., c'est bien, parce qu'on ne risque pas d'y faire de mauvaises rencontres. La preuve, c'est que c'est financé par l'État et un florilège de collectivités locales : mairie de Paris, conseils généraux divers, municipalités variées. Les chiffres sont différents selon les sources, mais atteignent toujours plusieurs millions d'euros. C'est dire si le F.S.E. c'est fréquentable. L'État ne donnerait pas d'argent à des voyous.

Il est vrai que l'enjeu est d'importance. L'État, il sait bien que si le F.S.E. n'existait pas, il faudrait l'inventer, car le F.S.E., c'est une boîte à idée.

En effet, le mode de production de la pensée fessiste se présente sous la forme d'une immense accumulation d'experts.

Et ça, ça rassure. Surtout que parmi eux, il y a beaucoup d'économistes. De quoi clore le bec à ces doux rêveurs qui persistent à penser que l'on peut bouleverser l'ordre des choses. La critique, il ne faut pas la laisser entre toutes les mains. Au F.S.E., on cristallise la critique. Elle devient transparente. On ne peut plus rien lui reprocher. C'est pour ça que c'est garanti par l'Etat, comme certaines obligations à 2,37 %. C'est du solide. Ça va durer.

Le F.S.E., c'est bien, c'est fréquentable et c'est durable. En plus c'est responsable, jusque dans le choix des mots. Altermondialiste, c'est bien mieux qu'antimondialiste. Le F.S.E., c'est tout, sauf le négatif. Hou ! Le vilain mot ! Les experts du F.S.E. eux aussi veulent mondialiser, mais autrement. Ils veulent bien des Etats, mais d'autres Etats, du marché, mais un autre marché, où certaines marchandises respectables nous permettraient de mieux supporter les autres.

Le F.S.E., c'est convivial et équitable.

On y respecte les valeurs, toutes les valeurs, et on apprend à mieux les échanger ■

Affleurement de la réalité sociale dans le flou des images

Retour sur les grèves de l'automne 2002 et du printemps 2003

Des grèves pour que rien ne change

L'immuable et l'éternel

L'année 2002-2003 a été marquée par un mouvement de grèves massives dans l'Education nationale. Elles ont eu au moins un mérite : sous la fiction permanente qu'entretient le spectacle permanent, elle ont fait émerger en un éclair la réalité sociale.

Ce sont d'abord les surveillants et les emplois jeunes qui ont fait grève pour s'opposer à la remise en cause de leurs conditions de travail à travers la création d'un nouveau statut : celui d'assistant d'éducation. Dans un deuxième temps, le gouvernement décidant la remise en cause du régime de retraite et le changement de statut des personnels de l'Éducation nationale, les professeurs mais aussi d'autres catégories de personnels ont fait grève de façon massive.

Ces grèves ont été le fait de la base, les directions syndicales des syndicats majoritaires jouant délibérément la carte du pourrissement.

Plus que d'une protestation contre le nouvel ordre du monde qui se dessine depuis au moins vingt ans, les grévistes se sont contentés, le plus souvent, de demander le retrait des mesures gouvernementales. Pourtant, ce que les détenteurs du Pouvoir veulent balayer, ce sont bien les acquis sociaux arrachés par des luttes sociales séculaires. Entre « marche ou crève » il ne choisissent plus : c'est marche d'abord et crève ensuite !

Demander le maintien des acquis sociaux symbolisés par l'État providence n'est pas réaliste parce que cela correspond à une époque révolue : celle des Trente glorieuses. Nous faisons comme si les capitalistes et leurs hommes de

main étaient encore prêts à négocier la paix sociale. Or, il n'y a plus rien à négocier. Sauf la misère sous toutes ses formes…

Le capitalisme a pu se satisfaire d'un État providence à l'époque où le monde sortait du carnage de la Seconde Guerre mondiale et où il fallait reconstruire. Mais, à moins d'imaginer des destructions matérielles et humaines sans pareilles à la vue des progrès technologiques accomplis depuis, cette époque ne reviendra plus.

Par perte d'expérience historique, nous faisons comme si l'après-guerre était la norme du capitalisme alors qu'elle en est justement l'exception. Le passé est révolu. Et le futur se dévoile déjà comme l'éternel retour du même : la misère et la guerre.

À propos d'un retard des consciences

L'horreur d'une intolérable irréalité

L'urgence de notre époque n'est pas de dire la vérité au Pouvoir, c'est avant tout se dire la vérité à nous-mêmes.

Il est symptomatique que les grèves n'aient pas abouti à une critique de l'École en tant qu'institution. Lieu de reproduction des hiérarchies sociales, elle est pourtant, avec les médias, le moyen par lequel le Pouvoir s'empare des sujets que nous sommes. Autrement dit, elle entretient chez l'individu une forme de servitude volontaire sur laquelle l'État veille comme un vautour guette sa proie.

Les « c'était mieux avant » sont dérisoires, tant il est vrai que l'École a toujours fonctionné sur le modèle du partage discriminatoire des savoirs. Aussi doit-elle être démasquée, contestée et combattue pour ce qu'elle est : un pilier d'un ordre social fondé sur la violence et l'oppression continues.

Que les directions syndicales soient contre la révolution, voilà qui n'est pas nouveau. Qu'elles puissent être contre les grèves, même défensives, elles l'ont clairement montré. Ainsi avons-nous vu des délégués syndicaux faire le tour des dépôts à la RATP et la SNCF pour faire reprendre le travail à un moment où le vaste mouvement de contestation sociale n'était sans doute pas acquis, mais restait à construire.

Les syndicats majoritaires, partie prenante de l'ordre social établi, jouent ici leur survie. Et ils le font en se posant comme une force de proposition et de négociation. Mais que reste-t-il à négocier sinon la régression sociale ?

Le progrès, idéologie de la bourgeoisie qui a maintes fois fait faillite, a la vie dure. Il n'est plus possible aujourd'hui de penser que demain sera mieux qu'hier. Et pourtant - nous continuons à croire aux lendemains qui chantent, même quand ils chantent faux. No futur, c'est pourtant une perspective enthousiasmante dans un monde morne et vide. Et c'est un bon début pour penser la lutte sociale radicale.

Nos consciences sont en retard sur le monde tel qu'il s'offre à nos regards parce que nous sommes aveuglés par l'idéologie technico-bureaucratico-médiatique totalisante et omniprésente. En prendre la pleine mesure, c'est déjà se rendre disponible pour des expériences sociales, politiques et culturelles susceptibles de déboucher sur autre chose que l'horizon du capitalisme.

La reprise en cœur du slogan « le monde n'est pas une marchandise » en dit long sur le retard des consciences. Car il se trouve que dans les sociétés où le capitalisme sévit, c'est-à-dire presque partout, tout finit par être marchandise. Le fait que le vivant fasse lui-même l'objet de brevets, et tombe par conséquent dans le domaine de la marchandise, est sans aucun doute le dernier cri d'un capitalisme maintenant globalisé. L'école comme la santé ou la culture sont des marchandises. Lutter contre cette réalité qui est bien un tout, c'est rejeter le capitalisme planétaire en faisant un pas dans l'infini des possibles. C'est rendre pensable l'impensable en ouvrant des perspectives et en faisant des projets. C'est réfléchir à des prolégomènes pour autre chose.

Si tu veux la paix, prépare la guerre sociale

Avec ce système j'aurai vite fait fortune,
alors je tuerai tout le monde et je m'en irai.

Tous, dirigeants, travailleurs, petits et grands louent aujourd'hui les vertus du travail alors même qu'il tend à disparaître. Pour les uns, c'est le chômage et la misère. Pour les autres, c'est l'exploitation et la domination. Car s'il se réduit, le travail ne s'en intensifie pas moins. Moins nous sommes nombreux à travailler et plus nous devons travailler. La loi des 35 heures apparaît ainsi pour ce qu'elle est : un leurre.

Le capitalisme fait aujourd'hui la guerre à l'humain jusque dans ses moindre recoins. Tous et toutes se doivent de rentrer dans les rangs.

Pour faire face, il est inutile de réclamer un travail qui ne nous épargnera pas la misère. Ni même une école sortie d'une commission d'experts légitimés et labellisés par l'État.

Il faut se préparer à répondre à la guerre sociale par la guerre sociale.

L'auto-organisation, la volonté de conquérir une autonomie réelle par rapport à l'appareil d'État, dans lequel les directions syndicales doivent nécessairement être englobées, le développement des liens interprofessionnels à la base et la possibilité d'entrer en contact dans des lieux où l'on puisse échanger des informations et des expériences, coordonner les luttes - voilà l'urgence du moment.

Il y a une forme d'insolence qui nous place immédiatement en position d'extériorité par rapport à l'ordre du monde. Cette insolence, qui s'appelle aussi dissidence, doit entrer dans le champ de la lutte sociale radicale. Il faut désapprendre le langage du Pouvoir pour concevoir son propre langage et créer des pratiques sociales originales. Et alors...

...nous massacrerons les révoltes logiques ■

SHOW SHOW SHOW

Rideau

Le mouvement de grève du printemps 2003 s'est soldé par un cuisant échec. Les quelques bouts de gras lâchés par le gouvernement n'ont trompé que ceux qui avaient des dispositions, et fait le jeu de ceux qui défendaient quelque misérable intérêt politique ou syndical. La débandade du mois de septembre (A.G. anémiques, manifs squelettiques) a confirmé la sentence. Cet échec est le fruit de la conjonction de deux types d'éléments.

Les ennemis du mouvement ont été extrêmement actifs. Ainsi, rarement les médias auront joué avec autant d'efficacité leur rôle de propagandistes stipendiés du système. Ce fait n'a évidemment pas échappé aux grévistes et manifestants, qui ont eu cependant encore du mal à se départir de leur croyance en une impartialité possible de ces institutions. Au lieu d'exclure systématiquement ces flics de la pensée des manifestations ou A.G., on vit tel ou tel répondre gentiment à leurs questions ou participer à une quelconque émission faisandée. Les innombrables « actions médiatiques » organisées par les grévistes, au demeurant souvent fort peu médiatisées, ont témoigné d'une forme d'illusion qui consiste à croire qu'il est possible d'utiliser ces experts en matière de propagande pour attirer les sympathies des spectateurs et étendre le mouvement. Ce dernier ne peut bien sûr compter que sur sa dynamique interne, c'est même la condition indispensable de sa réussite dans l'avenir.

Les directions des grandes centrales syndicales n'ont pas été en reste. Elles ont joué, comme d'habitude, leur double jeu. Encore difficilement identifiées comme ennemies, elles ont bénéficié de l'écoute d'un trop grand nombre de salariés qui ont attendu d'elles, avant de se lancer dans la grève générale, un signal favorable qui n'est jamais venu. Leur campagne était programmée de longue date, et on a pu la voir se mettre en place peu avant la fin du mois d'avril. Ainsi deux « journées d'action », les 13 et 25 mai, furent-elles annoncées. L'objectif ? Emballer dans un papier cadeau un mouvement revendicatif prévisible, le ficeler et aller le déposer aux pieds d'un gouvernement qui n'en attendait même pas tant. Pour les bureaucrates qui les dirigent et qui paraissent avoir été programmés pour fonctionner jusqu'à ce que leurs batteries soient à plat, il s'agissait bien sûr d'adopter, à travers une feinte contestation, la posture des syndicalistes qui « font leur boulot », quoiqu'ils en aient, qui méritent de garder leur « job » et de devenir les « partenaires » de confiance d'un parti de « gôche » en pleine déconfiture. Mais ces rentiers n'avaient pas assimilé que depuis le temps de leur splendeur, de l'eau était passée sous les ponts.

Aussi nombre de salariés, même si ce fut encore trop peu, ne s'en laissèrent-ils pas compter. Leur détermination contraignit les grandes centrales à modifier quelque peu leur tableau de marche. On vit même, chez les enseignants, le S.N.E.S. appeler à la grève « reconductible », ce qui n'empêcha pas cette organisation de rester fidèle à sa stratégie de « journées d'action », bien sûr totalement contradictoire avec la précédente. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur l'emploi de l'adjectif « reconductible », qui ne fut remis en cause à peu près par personne. Sa substitution, pour qualifier une grève, à celui d' « illimitée », laisse entendre que la volonté des grévistes devrait être réaffirmée à chaque instant, donnant ainsi une fâcheuse impression de fragilité. Les concession langagières - elles sont monnaie courante de nos jours - traduisent naturellement des concessions idéologiques, et marquent assez bien les limites du terrain perdu depuis plus de deux décennies dans le domaine du combat social.

Trente-sept ans et demi, ça, c'était la belle vie !

Le mouvement lui-même n'a pas été exempt de faiblesses. Ses principales revendications (retrait du projet de loi augmentant le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, retrait du projet de décentralisation dans l'Éducation nationale, refus de la précarité), à savoir le simple maintien d'un statu quo qui ne représentait jamais que le dernier compromis acceptable par le Capital, ne pouvaient devenir percutantes qu'accompagnées de l'idée qu'elles ne pourraient être satisfaites. L'erreur majeure, du côté des grévistes, est qu'on s'est trompé d'époque. Les fameuses « Trente glorieuses » sont à ranger au magasin des accessoires. La violence des attaques contre les salariés, ainsi que l'intransigeance de ceux qui les ont menées, prouvent que le Capital est aux abois. Acheter la paix sociale en lâchant du lest, voire en abandonnant un projet, est un luxe qu'il ne peut plus se

permettre. La dégradation des conditions de vie du plus grand nombre de gens et la précarisation générale de l'existence ne sont pas les conséquences momentanées d'une crise conjoncturelle dont par définition il serait possible de sortir. La vaste offensive lancée par les classes dominantes n'est pas près de cesser. Elle obéit à la logique froide d'un système qui ne recule pas devant la mise à l'écart définitive de ceux qui de son point de vue ne servent plus à rien, même plus à consommer.

S'opposer à cette nouvelle dégradation des conditions de vie sans remettre en cause le système qui les entraîne - et ce système ne dispose désormais d'aucune marge de manœuvre - était donc non seulement voué à l'échec, mais dangereux. C'était accréditer l'idée que la politique des classes dominantes pouvait s'infléchir, et que les décisions gouvernementales dépendaient seulement de la plus ou moins bonne volonté, de la plus ou moins grande noirceur de ceux qui les prenaient. Au pire, il faudrait peut-être un jour remplacer ces polissons par d'autres, pour nager à nouveau dans le liquide amniotique distillé par l'Etat.

En fin de compte, la victoire idéologique des classes dominantes est encore aujourd'hui d'avoir réussi à présenter ladite « démocratie occidentale » comme l'horizon indépassable du politique. Depuis vingt ou vingt-cinq ans s'est imposé le sentiment que nous sommes condamnés à vivre dans un système dont nous pouvons au mieux éviter les conséquences les plus désastreuses. L'idée que l'on puisse s'en prendre non seulement aux inégalités les plus criantes, aux mesures les plus visiblement alarmantes, mais aux fondements mêmes d'un système irréformable, n'a pas suffisamment fait son chemin ■

Françaises, Français, encore un effort si vous voulez être vraiment modernes.



Citoyens, citoyennes,

Comme vous le savez, sur mes conseils, les différents gouvernements de notre grand pays la France ont entrepris, depuis vingt ans, de grandes réformes dans l'intérêt national - le mien. Au vu de la situation sociale, j'ai l'embarras de constater que certains n'ont pas bien compris de quoi il retournait. J'ai donc choisi de vous éclairer en m'adressant à tous et à toutes.

Mon organisation, vous vous en êtes aperçus, agit à découvert et n'a rien à cacher. A quoi bon puisque ses intérêts sont aussi ceux de la France ? Parlons franchement. Il faut en finir avec un certain nombre d'archaïsmes qui nous empêchent d'entrer vraiment dans la modernité.

C'est ainsi que j'ai proposé d'augmenter l'âge du départ à la retraite et de supprimer les congés payés. Mais je l'ai fait dans l'intérêt de la nation, c'est-à-dire du mien, et pour votre bien. Tout le monde sait en effet que le travail rend libre. La pilule est sans doute un peu amère, mais je peux compter sur des amis de conviction placés à la tête de vos syndicats pour défendre au mieux les forces vives de la nation : les entreprises.

Pour en finir avec les privilèges archaïques de quelques-uns qui engraissent sur notre dos, j'ai aussi décidé la régionalisation. C'est un premier pas vers la remise en cause d'avantages acquis qui nuisent grandement à la liberté d'entreprendre, la seule liberté digne d'intérêt à l'époque de la modernité vraiment moderne. Il faut absolument supprimer la fonction publique d'État qui ne laisse aucun doute sur les ravages de l'archaïsme et de l'égalitarisme.

Toutefois, et pour le bien de tous, je me laisse le droit de revoir à la hausse le salaire de ceux qui œuvrent dans des secteurs aussi stratégiques que la police ou l'armée, seulement au cas où...

Du point de vue de l'efficacité vraiment moderne, il est indispensable que toutes les activités humaines soient ramenées à des critères de rentabilité immédiate. Seule la guerre de tous contre tous sera dorénavant admise dans les relations sociales entre les individus. Les morts éventuels seront considérés comme des individus de toute façon inaptes à se débrouiller dans la vie vraiment moderne.

N'allez pas croire que je sois cruel. Je veux juste en finir, par équité, avec les corporatismes qui entravent la croissance économique. Encore un effort, le temps de la modernité vraiment moderne est proche.

Voilà de grandes idées qu'on va écouter et réfléchir ensemble. Si toutes ne plaisent pas, il en restera bien quelques-unes. Au moins aurai-je contribué en quelque chose au progrès vraiment moderne, et j'en serai content.

LE MEDEF